

CARLOS PEREZ VERDIA

Chef de cabinet du ministre mexicain des Affaires étrangères

Dominique Moïsi, conseiller spécial, Ifri

Thank you. We will now make a little detour to Latin America, before ending in Asia, thanks to an old friend of the WPC, Carlos Pérez Verdía, who is Head of the Private Office of the Minister of Foreign Affairs of Mexico.

Carlos Pérez Verdía, Chef de cabinet du ministre mexicain des Affaires étrangères

Merci. Je vais profiter de mon intervention pour parler de l'Amérique latine et utiliser trois des thèmes de la conférence pour ce faire. En commençant par la sécurité mondiale, en Amérique latine, nous n'avons aucun conflit significatif en termes de religions, d'ethnies ou de cultures, ni de problèmes de frontières. Nous sommes donc plus ou moins absents des débats sur les sphères d'influence. Nous ne sommes pas une menace externe ou mondiale en géopolitique. Néanmoins, il est intéressant que nous soyons absents étant donné que dans la plupart des panels tenus au cours des trois derniers jours, les États-Unis ont été mentionnés quasiment à chaque fois, et bien sûr, à leur porte se trouvent les 500 millions d'habitants de l'Amérique latine.

Joseph Nye a mentionné hier que les États-Unis sont dans une période de retranchement – je pense que c'est le terme exact qu'il a utilisé en parlant de l'engagement cyclique des États-Unis en géopolitique – donc la question que je me pose est de savoir si cette posture est évidente depuis l'Amérique latine. Je ne suis pas sûr que j'aurais utilisé le mot « retranchement ». D'une certaine façon, c'est une absence appréciée d'un rôle protagoniste, en particulier dans les domaines où les États-Unis ne sont pas forcément bienvenus ou invités. Cependant, cela ne veut pas dire qu'ils ne sont pas impliqués, en particulier de façon bilatérale, dans les domaines où ils sont très intéressés, comme par exemple la sécurité avec le Mexique et la gestion des frontières qui en découle. L'émigration est un autre exemple, nous avons traversé une énorme crise de migration infantile au printemps et les États-Unis travaillent très étroitement avec le Salvador, le Guatemala et le Honduras sur ce sujet.

Il est intéressant de voir que l'action politique la plus importante que les États-Unis aient engagée en termes de relations avec le continent concerne la politique intérieure et je parle de l'action exécutive prise par le président Obama sur l'immigration dont les implications seront gigantesques. Pour parler simplement du Mexique, on parle de 4 millions d'immigrants mexicains aux États-Unis qui auront pour la première fois un permis de conduire et pourront voyager, accéder à un travail et au système de santé. Ici, on parle principalement de parents de citoyens américains. Cela va continuer à façonner le visage ethnique des États-Unis, apportant un énorme plus à la voix de la population latino, qui d'ici peu représentera un tiers de la population des États-Unis.

Le deuxième sujet de la conférence dont je vais m'inspirer est le débat sur la croissance et l'inégalité, que j'ai trouvé fascinant. Ici, je suis peut-être un peu moins optimiste que je ne l'étais l'an dernier quand de nombreux pays d'Amérique latine procédaient aux nombreuses réformes structurelles qu'ils savaient être nécessaires. Je suis moins optimiste pour deux raisons. En premier, le risque à court terme, dont Jeffrey a parlé hier, et les énormes flots de capitaux. Je pense que pendant la crise, l'Amérique latine a prouvé qu'elle était principalement – je ne voudrais pas dire absolument – résiliente. L'Amérique latine que nous voyons aujourd'hui n'est pas celle des années 1980 ou 1990. Néanmoins, peut-être que la chose la plus inquiétante ici est la persistance de la dépendance fiscale de certains pays aux ressources des matières premières. Par exemple, un tiers du budget fiscal du Mexique dépend toujours du pétrole. Pour la Colombie, c'est un quart, et c'est encore beaucoup plus pour l'Équateur.

Les perspectives à moyen terme pour la croissance sont peut-être encore plus inquiétantes. Je pense que nous devrions féliciter Dominique et Thierry pour avoir organisé cette conférence en Corée. C'est un aspect très positif de



cette conférence de voir combien nos amis coréens sont convaincus des bienfaits des marchés pour l'économie et pour l'objectif ultime qu'est le développement. Pour être honnête, je pense que, pendant les débats des dernières années depuis la crise, le balancier a penché complètement de l'autre côté et nous avons, d'une certaine façon, diabolisé les marchés.

En Amérique latine, bien que nous puissions voir des exemples positifs, tels que la Corée du Sud, le débat est toujours bien vivant. Dans certains endroits, il y a un manque de conviction et de confiance vis-à-vis de l'économie de marché. Je pense que nous sommes pris dans ce que l'OCDE appelle « les territoires de revenu moyen » et n'avons fait la transition vers une économie du savoir. Par exemple, si nous comparons les enquêtes sur les besoins ou les difficultés pour trouver du travail qualifié, 15% des entreprises en Asie orientale, selon l'OCDE, disent ne pas pouvoir trouver des travailleurs qualifiés. En Amérique latine, le chiffre est de 40%, c'est une énorme différence. Il y a d'autres statistiques. Si on utilise une fois de plus notre hôte comme exemple, les entreprises de Corée investissent 3,5 à 4% de leurs revenus en recherche et développement ; en Amérique latine, pour le pays en tête, le Brésil, on est à moins d'1%. La Corée possède environ 250 brevets par million d'habitants ; en Amérique latine, le pays en tête est le Chili avec 2,5, soit 1% de ce que nous avons ici en Corée. Je pense qu'il y a là de quoi s'inquiéter.

Laissez-moi également citer quelques chiffres sur les différences entre monter une entreprise en Corée et en Amérique latine. L'indice de la Banque mondiale qui évalue la facilité de faire des affaires classe les pays de l'Alliance du Pacifique (Mexique, Chili, Pérou et Colombie) entre les 30e et 40e positions, mais il y a un autre groupe significatif de pays comptant le Brésil, l'Argentine, la Bolivie et le Venezuela qui sont tous à plus de 120. La Corée du Sud est en 5e position. En Corée du Sud, il faut trois procédures pour démarrer une entreprise. Au Mexique, il en faut six, soit le double de la Corée, et au Venezuela, qui est dernier de la liste, il en faut 17. En termes de délais pour obtenir l'électricité pour une nouvelle entreprise, en Corée du Sud, il faut 18 jours, au Mexique, c'est deux mois et demi et au Venezuela, six mois. Je pourrais continuer.

Je vais maintenant conclure sur la gouvernance, qui est le plus gros défi de l'Amérique latine. Nous avons à la fois des opportunités mondiales, telles que celles mentionnées par le ministre Yu Myung-Hwan hier pour le Mexique, l'Indonésie, la République de Corée, la Turquie et l'Australie (MIKTA) et d'énormes défis locaux. En conclusion, j'utiliserai ce que Dominique a résumé hier en disant que le miracle en Asie, et pas au Moyen-Orient, est une question de gouvernance. Dominique a jugé inacceptable l'absence d'application des lois et les violations des droits de l'homme et je me dois de dire que cela concerne également l'Amérique latine.